

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Sylvain St-Pierre, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Ville de Rimouski pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 26 mai 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	3
État de la situation financière	4
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	5
État des flux de trésorerie	6
Notes complémentaires aux états financiers	7
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	40
Analyse des charges	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Ville de Rimouski (Ville), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que Ville de Rimouski inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de ses activités et d'appliquer le principe comptable de continuité des activités, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité des activités et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

26 mai 2025

CPA auditeur, permis de comptabilité publique n°A137599

ÉTAT DES RÉSULTATS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	80 113 900	80 707 868	77 138 446
Compensations tenant lieu de taxes	2	7 317 900	7 321 425	7 339 150
Quotes-parts	3			
Transferts	4	8 422 500	24 017 571	25 193 316
Services rendus	5	8 618 800	9 935 387	8 538 483
Imposition de droits	6	2 159 200	5 247 674	3 311 940
Amendes et pénalités	7	973 200	1 297 280	1 041 276
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	3 761 400	3 818 823	3 567 428
Autres revenus	10	2 135 600	15 536 111	3 448 498
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	113 502 500	147 882 139	129 578 537
Charges				
Administration générale	14	15 424 200	15 247 887	14 223 724
Sécurité publique	15	16 874 700	17 010 125	16 225 626
Transport	16	26 338 600	24 480 148	25 533 202
Hygiène du milieu	17	21 861 200	21 415 891	21 720 421
Santé et bien-être	18	1 136 400	4 070 814	658 058
Aménagement, urbanisme et développement	19	5 961 500	9 802 966	6 422 438
Loisirs et culture	20	20 962 700	22 335 224	21 454 766
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	4 642 000	4 207 815	3 785 854
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	113 201 300	118 570 870	110 024 089
Excédent (déficit) lié aux activités	25	301 200	29 311 269	19 554 448
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		430 846 600	411 292 152
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		430 846 600	411 292 152
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		460 157 869	430 846 600

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	27 987 733	17 657 029
Débiteurs (note 5)	2	56 748 089	68 788 889
Prêts (note 6)	3	270 000	270 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	60 000 000	40 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	145 005 822	126 715 918
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	18 983 374	22 855 322
Revenus reportés (note 11)	12	14 563 705	13 588 246
Dette à long terme (note 12)	13	108 040 691	105 578 904
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	3 218 400	3 318 900
Autres passifs (note 14)	15	6 832 577	6 527 247
	16	151 638 747	151 868 619
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(6 632 925)	(25 152 701)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	447 164 223	433 477 514
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	16 728 070	19 470 423
Stocks de fournitures	20	1 632 891	1 502 614
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 265 610	1 548 750
	23	466 790 794	455 999 301
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	460 157 869	430 846 600
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	460 157 869	430 846 600
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	460 157 869	430 846 600
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	301 200	29 311 269	19 554 448
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	34 256 535)(	34 474 740)
Produit de cession	3		4 227 843	102 647
Amortissement	4		18 844 071	18 824 429
(Gain) perte sur cession	5		(2 502 088)	(9 238)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(13 686 709)	(15 556 902)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		2 742 353	(1 202 329)
Variation des stocks de fournitures	10		(130 277)	(166 277)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		283 140	(525 996)
	13		2 895 216	(1 894 602)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	301 200	18 519 776	2 102 944
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(25 152 701)	(27 255 645)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(25 152 701)	(27 255 645)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(6 632 925)	(25 152 701)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	29 311 269	19 554 448
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	18 844 071	18 824 429
Autres			
▪ (Gains) pertes sur cession	3.1	(2 502 088)	(9 238)
	4	45 653 252	38 369 639
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	12 040 800	(3 729 169)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(3 566 618)	5 418 554
Revenus reportés	8	975 459	(1 004 115)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(100 500)	115 000
Propriétés destinées à la revente	10	2 742 353	(1 202 329)
Stocks de fournitures	11	(130 277)	(166 277)
Autres actifs non financiers	12	283 140	(525 996)
	13	57 897 609	37 275 307
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	34 256 535) (	34 474 740)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	4 227 843	102 647
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(30 028 692)	(34 372 093)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	)	)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	20 000 000) (	5 000 000)
Cession	22		
	23	(20 000 000)	(5 000 000)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	11 335 000	14 249 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	8 873 213) (	8 367 732)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
▪	28.1		
	29	2 461 787	5 881 268
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	10 330 704	3 784 482
Solde déjà établi	31	17 657 029	13 872 547
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	17 657 029	13 872 547
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	27 987 733	17 657 029

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée selon la Loi sur les cités et villes. La Ville de Rimouski est issue du regroupement depuis le 1er janvier 2002, des villes de Rimouski et de Pointe-au-Père, de la municipalité de Mont-Lebel, du village de Rimouski-Est et des paroisses de Sainte-Blandine, de Sainte-Odile-de-Rimouski en vertu du décret (1011-2001) et de Le Bic en vertu du règlement numéro 442-2009.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec* publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O

a) Périmètre comptable

S.O

b) Partenariats

S.O

B) Comptabilité d'exercice

Constatation des revenus

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice. Selon cette méthode, les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont eu lieu les faits ou les transactions. Les revenus et dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutations immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif aux titres des sites contaminés, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Actifs financiers

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme dont l'échéance est de trois mois ou moins à partir de la date d'acquisition.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants :

Infrastructures	2,5 % à 33 %
Bâtiments	2,5 % à 6,6 %
Véhicules	6,6 % à 12,5 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement	5 % à 10 %

Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles sont amortis selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Infrastructures - OMHS	5 %
Bâtiments - OMHS	2,5 %

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé des propriétés destinées à la revente moins les coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoute, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs à la fin du régime, net des gains et des pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre de prestations constituées sont calculées de façons actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, du roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effet de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalué en date du 31 décembre 2024 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement, comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Municipalité (Ville) a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Municipalité (Ville) et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations
 - Mesure d'allègement pour l'application initiale du chapitre 3280 : sur la durée de vie utile restante des immobilisations auxquelles les obligations liées à la mise hors service se rattachent.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Ville évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Budget

Les chiffres présentés au budget ont été adoptés par le conseil de la Ville à sa séance du 4 décembre 2023.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de révisions suite à des résolutions du conseil au cours de l'exercice 2024 mais ne sont pas reflétées dans la colonne budget.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3280 du Manuel de CPA Canada

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liés à la mise hors service d'immobilisation, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause

Conformément aux dispositions transitoires, cette nouvelle norme a fait l'objet d'une application prospective. Les soldes de 2023 ont été retraités pour respecter la date de mise en application de la norme. Ceci a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Postes des états financiers	2023
Immobilisations corporelles	4 254 114 \$
Obligations liées à la mise hors services d'immobilisations	5 232 618 \$
Excédent de fonctionnement non affecté	165 973 \$
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	5 066 645 \$
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	4 254 114 \$

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	27 987 733	17 657 029
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	27 987 733	17 657 029
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 () ()		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	27 987 733	17 657 029
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	9 128 801	9 476 888
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	2 882 559	2 960 709
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	46 795 893	56 587 703
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	556 130	5 030 075
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Entreprises et individus	14.1	3 765 264	2 714 345
▪ Droits de mutation et intérêts	14.2	2 748 243	1 496 057
	15	56 748 089	68 788 889
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	35 241 472	37 960 772
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	35 241 472	37 960 772
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	22 205	14 283
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	35 152 880	35 704 905
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	287 988	237 143
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24		
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	11 355 025	20 645 655
	27	46 795 893	56 587 703

Note

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28	270 000	270 000
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31	270 000	270 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	60 000 000	40 000 000
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	60 000 000	40 000 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires****10. Créditeurs et charges à payer**

		2024	2023
Fournisseurs	43	6 393 349	6 139 078
Salaires et avantages sociaux	44	1 733 003	1 634 108
Dépôts et retenues de garantie	45	4 846 027	5 892 510
Provision pour contestations d'évaluation	46	13 950	36 623
Autres			
▪ Intérêts dette à long terme	47.1	482 201	478 900
▪ Autres courus et passifs	47.2	5 514 844	8 674 103
	48	18 983 374	22 855 322

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53	987 815	614 565
Autres			
▪ Aide ponctuelle soutien à la relance du transport collectif	54.1	139 438	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55	855 678	792 859
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	876 681	885 440
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Projet de décontamination	62.1	8 414 268	8 971 866
▪ Fonds de stationnement	62.2	1 333 548	
▪ Services rendus, subv et autres	62.3	1 956 277	2 323 516
	63	14 563 705	13 588 246

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,10	2025	2044	64	108 040 691	105 578 904
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	108 040 691	105 578 904
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	()	()
					72	108 040 691	105 578 904

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		9 420 955			9 420 955
2026	74		8 785 969			8 785 969
2027	75		8 651 262			8 651 262
2028	76		8 631 847			8 631 847
2029	77		8 487 731			8 487 731
2030 et plus	78		64 062 927			64 062 927
	79		108 040 691			108 040 691
Intérêts et frais accessoires	80		(	)	(	)
	81		108 040 691			108 040 691

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	(3 218 400)	(3 318 900)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	(3 218 400)	(3 318 900)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	2 723 400	2 675 400
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	76 863	74 338
	90	2 800 263	2 749 738

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	6 832 577	6 527 247
Autres			
▪	93.1		
	94	6 832 577	6 527 247
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	6 527 247	6 094 170
Passifs engagés	96	25 138	
Passifs réglés	97 (	)(	)
Charge de désactualisation ¹	98	280 192	433 077
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	6 832 577	6 527 247

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de l'organisme municipal concernent principalement le désamiantage des bâtiments, les coûts de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement, les coûts de disposition des réservoirs pétroliers et de décontamination d'un terrain utilisé pour l'entreposage et l'utilisation de produits pétroliers.

Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

Taux d'actualisation, utilisé pour l'ensemble des immobilisations à l'exception du lieu d'enfouissement technique	4,98 %
Taux d'actualisation utilisé pour le lieu d'enfouissement technique	3,31 %
Période d'actualisation	De 1 à 72 ans
Taux d'inflation	2,57 %

Les coûts estimés avant actualisation pour réaliser les activités de mise hors service au 31 décembre 2024 et inclus dans l'évaluation du passif s'élèvent à 26 982 104 \$ (26 915 659 \$ au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	103 897 082	6 334 449		110 231 531
Eaux usées	102	126 817 140	4 612 553		131 429 693
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	154 113 734	15 035 286		169 149 020
Autres					
▪ Autres	104.1	75 467 254	1 881 870		77 349 124
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	162 178 107	1 952 925	64 826	164 066 206
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	20 478 823	1 740 814	427 859	21 791 778
Ameublement et équipement de bureau	109	5 218 104	292 813		5 510 917
Machinerie, outillage et équipement divers	110	21 506 458	650 031	252 071	21 904 418
Terrains	111	15 957 861	906 034	1 601 540	15 262 355
Autres	112	244 807			244 807
	113	685 879 370	33 406 775	2 346 296	716 939 849
Immobilisations en cours	114	45 180 044	849 760		46 029 804
	115	731 059 414	34 256 535	2 346 296	762 969 653
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	40 318 113	2 523 733		42 841 846
Eaux usées	117	60 305 774	3 061 746		63 367 520
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	71 460 277	5 061 074		76 521 351
Autres					
▪ Autres	119.1	44 202 693	1 906 144		46 108 837
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	53 654 076	3 868 355	11 344	57 511 087
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	11 268 561	1 183 719	401 905	12 050 375
Ameublement et équipement de bureau	124	4 311 744	178 656		4 490 400
Machinerie, outillage et équipement divers	125	11 815 855	1 060 644	207 292	12 669 207
Autres	126	244 807			244 807
	127	297 581 900	18 844 071	620 541	315 805 430
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	433 477 514			447 164 223
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	7 942 244	10 647 011
Immeubles industriels municipaux	133	2 163 861	2 400 678
Autres	134	6 621 965	6 422 734
	135	16 728 070	19 470 423
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	16 728 070	19 470 423

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payé d'avance	143.1	325 053	594 818
Autres			
▪ Refinancement	144.1	940 557	953 932
	145	1 265 610	1 548 750

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée en vertu de divers contrats pour une somme de 26 696 902 \$. Les paiements minimums exigibles pour les cinq prochains exercices se répartissent ainsi:

15 851 904 \$ en 2025, 6 482 812 \$ en 2026, 3 955 553 \$ en 2027, 352 529 \$ en 2028 et 54 104 \$ en 2029.

La Ville s'est également engagée à verser diverses contributions totalisant 3 801 891 \$ jusqu'au 31 décembre 2028. Les paiements minimums exigibles s'élèvent à 3 183 099 \$ en 2025, à 568 792 \$ en 2026, à 25 000 \$ en 2027 et à 25 000 \$ en 2028.

La Ville s'est engagée envers l'Office municipal d'habitation à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme, conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

La Ville a signé une entente avec le Centre polyvalent des aîné(e)s et la Société d'habitation du Québec et s'est engagée à combler 10 % du déficit annuel dans le cadre de l'application du programme de supplément au loyer "AccèsLogis".

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville a acquis des terrains pour fins de développement domiciliaire. Les contrats d'acquisition mentionnent qu'une redevance correspondant à 15 % du produit de la vente des terrains doit être remise aux vendeurs en janvier de l'année suivant ladite vente. Les terrains et les dettes correspondantes sont comptabilisés au bilan.

20. Droits contractuels

La ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 8 442 117\$ sur une période de 20 ans.

L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 1 197 199 \$ en 2025, 1 098 131 \$ en 2026, 1 000 614 \$ en 2027, 893 837 \$ en 2028 et 788 228 \$ en 2029.

De plus, les subventions pour le remboursement du capital totalisent 35 241 472 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions pour les cinq prochains exercices est de 3 294 607\$ en 2025, 2 950 848 \$ en 2026, 2 927 791 \$ en 2027, 2 912 888\$ en 2028 et 2 901 868 \$ en 2029.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

Conformément au règlement 17-2002 adopté en juin 2002 et au règlement 453-2009 adopté en mai 2009, modifiant le règlement 17-2002, la Ville effectue de l'auto-assurance en matière de responsabilité civile jusqu'à concurrence de 1 000 000 \$. Au 31 décembre 2024, la réserve financière pour auto-assurance totalise 2 900 361 \$.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de diverses poursuites et réclamations. La direction de la Ville est d'avis que ces poursuites et réclamations sont non fondées et, par conséquent, aucune provision significative n'a été comptabilisée aux livres à cet égard. La Ville étant assurée pour la plupart de ces incidents, les dossiers ont été transmis à ses assureurs.

La Ville fait l'objet d'une poursuite dans le cadre d'une transaction immobilière. Actuellement, un expert externe a évalué la poursuite à un montant de 483 000\$. La Ville n'a pas comptabilisé de provision à cet égard vu qu'elle est d'avis qu'elle sera compensée par le fond d'auto-assurance en cas de dénouement défavorable de cette éventualité.

D) Autres

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

À venir pour OMHSI

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de révision suite à des résolutions du conseil au cours de l'exercice 2024 mais ne sont pas reflétés dans la colonne budget.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la ville de Rimouski est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la ville de Rimouski sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités), au prêt, aux placements de portefeuille et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la ville de Rimouski au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la ville de Rimouski évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La ville de Rimouski ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la ville de Rimouski croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Non en souffrance	56 770 294 \$	68 788 889 \$
En souffrance :		
moins de 30 jours	797 049 \$	357 428 \$
de 30 à 60 jours	348 438 \$	298 725 \$
plus de 60 jours	2 801 200 \$	2 899 978 \$
	3 946 687 \$	3 556 131 \$
Moins la provision pour créances douteuses	(22 205)	(14 283)
		68 774 606 \$
	56 748 090 \$	

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	14 283 \$
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	7 974
Montants recouvrés	(52)
Solde à la fin	22 205 \$

La ville de Rimouski est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Prêts

Le solde du prêt présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La ville de Rimouski possède qu'un prêt à l'office municipal d'habitation de Rimouski.

À la date de mise au point définitive des états financiers, une évaluation du prêt est effectuée en considérant, notamment, les tendances historiques de l'emprunteur, les conditions actuelles et toute circonstance particulière connue à cette date.

Placements de portefeuille

La ville de Rimouski atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure d'investir que dans des certificats de placements garanties émis par des institutions financières réputées. Puisque le capital est garanti de ces placements aucune réévaluation n'est jugée nécessaire.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la ville de Rimouski éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La ville de Rimouski gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La ville de Rimouski établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

31 décembre 2024

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Intérêts courus à payer	482 201 \$				482 201 \$
Dettes	9 420 955 \$	26 069 078 \$	16 974 658 \$	55 576 000 \$	108 040 691 \$
	9 903 156 \$	26 069 078 \$	16 974 658 \$	55 576 000 \$	108 522 892 \$

31 décembre 2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Intérêts courus à payer	478 900 \$				478 900 \$
Dettes	8 873 213 \$	24 758 186 \$	16 325 578 \$	55 621 927 \$	105 578 904 \$
	9 352 113 \$	24 758 186 \$	16 325 578 \$	55 621 927 \$	106 057 804 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La ville de Rimouski est exposée au risque de taux d'intérêt.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la ville de Rimouski est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la ville de Rimouski a l'intention de conserver son prêt et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2024

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers		27 987 733 \$	27 987 733 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Prêts		270 000 \$	270 000 \$
Placements de portefeuille	60 000 000 \$		60 000 000 \$
Passifs financiers			
Dettes	108 040 691 \$		108 040 691 \$

31 décembre 2023

	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers		17 657 029 \$	17 657 029 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Prêts		270 000 \$	270 000 \$
Placements de portefeuille	40 000 000 \$		40 000 000 \$
Passifs financiers			
Dettes	105 578 904 \$		105 578 904 \$

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 518 964 \$ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (638 812\$ en 2023).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget 2024		Réalizations 2024		Total	Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus						
Fonctionnement						
1 Taxes	80 113 900	80 707 868			80 707 868	77 138 446
2 Compensations tenant lieu de taxes	7 317 900	7 321 425			7 321 425	7 339 150
3 Quotes-parts						
4 Transferts	8 422 500	20 827 109			20 827 109	7 720 269
5 Services rendus	8 618 800	9 935 387			9 935 387	8 538 483
6 Imposition de droits	2 159 200	5 247 674			5 247 674	3 311 940
7 Amendes et pénalités	973 200	1 297 280			1 297 280	1 041 276
8 Revenus de placements de portefeuille						
9 Autres revenus d'intérêts	3 761 400	3 818 823			3 818 823	3 567 428
10 Autres revenus	2 135 600	8 400 268			8 400 268	2 027 246
11 Effet net des opérations de restructuration						
12	113 502 500	137 555 834			137 555 834	110 684 238
Investissement						
13 Taxes						
14 Quotes-parts						
15 Transferts		3 190 462			3 190 462	17 473 047
16 Imposition de droits						
17 Autres revenus						
18 Contributions des promoteurs		6 800 659			6 800 659	1 272 663
19 Autres		335 184			335 184	148 589
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux						
19						
20						
Effet net des opérations de restructuration						
21		10 326 305			10 326 305	18 894 299
22	113 502 500	147 882 139			147 882 139	129 578 537
Charges						
23 Administration générale	15 105 200	14 916 892	330 995		15 247 887	14 223 724
24 Sécurité publique	16 315 700	16 386 519	623 606		17 010 125	16 225 626
25 Transport	19 636 600	17 256 266	7 223 882		24 480 148	25 533 202
26 Hygiène du milieu	14 780 200	15 025 697	6 390 194		21 415 891	21 720 421
27 Santé et bien-être	1 136 400	4 070 814			4 070 814	658 058
28 Aménagement, urbanisme et développement	5 806 500	9 635 076	167 890		9 802 966	6 422 438
29 Loisirs et culture	17 546 700	18 227 720	4 107 504		22 335 224	21 454 766
30 Réseau d'électricité						
31 Frais de financement	4 642 000	4 207 815			4 207 815	3 785 854
32						
Effet net des opérations de restructuration						
33	18 232 000	18 844 071 (	18 844 071)		118 570 870	110 024 089
34	113 201 300	118 570 870			29 311 269	19 554 448
35	301 200	29 311 269				
Excédent (déficit) lié aux activités						

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	301 200	29 311 269	19 554 448
Moins : revenus d'investissement	2 (	)	(10 326 305)	(18 894 299)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	301 200	18 984 964	660 149
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Amortissement	4	18 232 000	18 844 071	18 824 430
Produit de cession	5		4 227 843	102 647
(Gain) perte sur cession	6		(2 502 088)	(9 238)
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	18 232 000	20 569 826	18 917 839
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		3 304 230	335 166
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		3 304 230	335 166
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	285 700	94 111	98 861
Remboursement de la dette à long terme	17 (	6 220 400)	(6 153 913)	(6 071 527)
	18	(5 934 700)	(6 059 802)	(5 972 666)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	6 763 900)	(6 980 506)	(6 548 165)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	370 400	400 000	195 204
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 143 500	1 035 736	814 252
Réserves financières et fonds réservés	22	(7 348 500)	(27 826 965)	(7 644 137)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(707 285)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(12 598 500)	(34 079 020)	(13 182 846)
	26	(301 200)	(16 264 766)	97 493
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		2 720 198	757 642

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	10 326 305	18 894 299
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés			
Acquisition d'immobilisations corporelles			
Administration générale	2 (	376 785)(	2 242 878)
Sécurité publique	3 (	2 691 428)(	1 072 561)
Transport	4 (	13 706 871)(	13 314 558)
Hygiène du milieu	5 (	9 692 267)(	13 798 400)
Santé et bien-être	6 (	9 239)(	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	194 434)(	335 673)
Loisirs et culture	8 (	7 585 511)(	8 510 110)
Réseau d'électricité	9 (	)(	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)(	)
	11 (	34 256 535)(	39 274 180)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	12 (	561 871)(	1 537 496)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	13 (	)(	)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	14	11 240 889	6 409 139
Affectations			
Activités de fonctionnement	15	6 980 506	6 548 165
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	16		(44 808)
Excédent de fonctionnement affecté	17	50 000	344 315
Réserves financières et fonds réservés	18	9 759 914	2 456 242
	19	16 790 420	9 303 914
	20	(6 787 097)	(25 098 623)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	3 539 208	(6 204 324)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Rémunération				
Liée au programme Accès entreprise Québec	1			
Autre	2	34 254 700	33 400 401	31 841 071
Charges sociales				
Liées au programme Accès entreprise Québec	3			
Autres	4	7 992 400	8 899 623	8 456 721
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	5			
Ententes de services				
Services de transport collectif	6			
Autres services	7			
Autres biens et services	8	38 766 100	40 743 772	37 165 516
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	9	4 318 000	4 008 217	3 218 925
D'autres organismes municipaux	10			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			
D'autres tiers	12			
Autres frais de financement	13	324 000	199 598	566 929
Contributions				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	14	1 133 300	1 138 706	1 031 512
Transferts	15			
Autres	16			
Autres				
Transferts	17			
Autres	18	7 981 400	11 106 028	8 730 491
Amortissement				
Immobilisations corporelles	19	18 232 000	18 844 071	18 824 429
Actifs incorporels achetés	20			
Autres				
▪ Crédits taxes et rbmt dépenses	21.1	199 400	230 454	188 495
	22	113 201 300	118 570 870	110 024 089

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 373 445	8 311 070
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 747 675	2 735 094
Réserves financières et fonds réservés	3	64 732 405	40 696 939
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	4 104 674)(	4 807 874)
Financement des investissements en cours	5	(2 954 056)	(1 688 434)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	391 363 074	385 599 805
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	460 157 869	430 846 600

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	8 373 445	8 311 070
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	8 373 445	8 311 070

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Ancienne Ville de Rimouski	12.1		35 157
▪ Ancienne Ville de Rimouski-Est	12.2		648
▪ Rimouski - Nouvelle ville	12.3	2 747 675	2 699 289
	13	2 747 675	2 735 094
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	2 747 675	2 735 094

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Fond auto-assurance	17.1	2 900 361	2 900 361
▪ Opération de déneigement	17.2	1 600 000	1 600 000
▪ Protection de l'environnement	17.3	7 343 877	6 409 873
▪ Actifs immobilisés	17.4	22 518 653	16 114 424
▪ Logement abordable et social	17.5	1 568 942	1 768 632
▪ Changements climatiques	17.6	12 671 856	
▪ Autres	17.7	6 236 357	5 124 603
	18	54 840 046	33 917 893
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	4 803 816	5 231 232
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	4 710 627	46 627
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	343 730	209 913
Autres			
▪ Autres fonds	30.1	34 186	1 291 274
	31	9 892 359	6 779 046
	32	64 732 405	40 696 939

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(	)
Autres	37 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(	)
	39 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	4 359 360)(	5 066 645)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(	)
Autres			
▪	43.1 (	)(	)
	44 (	4 359 360)(	5 066 645)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(	)
Autres			
▪	55.1 (	)(	)
	56 (	)(	)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57	254 686	258 771
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62	254 686	258 771
	63 (	4 104 674)(	4 807 874)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65 (	2 954 056)(	1 688 434)
	66	(2 954 056)	(1 688 434)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	447 164 223	433 477 514
Propriétés destinées à la revente	68	16 728 070	19 470 423
Prêts	69	270 000	270 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	464 162 293	453 217 937
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	464 162 293	453 217 937
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	108 040 691)(	105 578 904)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	)	)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	35 241 472	37 960 772
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	72 799 219)(	67 618 132)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)	)
	82 (	72 799 219)(	67 618 132)
	83	391 363 074	385 599 805

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(3 318 900)	(3 203 900)
Charge de l'exercice	4 (	2 723 400)(	2 675 400)
Cotisations versées par l'employeur	5	2 823 900	2 560 400
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(3 218 400)	(3 318 900)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	101 810 700	91 282 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	103 864 500)(	96 859 100)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(2 053 800)	(5 576 800)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(1 164 600)	2 257 900
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(3 218 400)	(3 318 900)
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(3 218 400)	(3 318 900)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	53 440 400	50 573 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	55 494 200)(	56 150 200)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	2 053 800)(	5 576 800)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	4 408 700	4 186 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	4 408 700	4 186 900
Cotisations salariales des employés	21 (	2 539 700)(	2 503 800)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	1 869 000	1 683 100
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	546 300	619 100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	2 415 300	2 302 200
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	5 882 400	5 508 500
Rendement espéré des actifs	32 (	5 574 300)(	5 135 300)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	308 100	373 200
Charge de l'exercice	34	2 723 400	2 675 400

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	10 923 200	7 065 800
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	5 574 300)(	5 135 300)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	5 348 900	1 930 500
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	2 472 700	(1 396 700)
Prestations versées au cours de l'exercice	39	5 758 400	4 623 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	101 810 700	91 282 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	6 072 300	3 073 500
DMERCA du nouveau volet	45	15	15
DMERCA de l'ancien volet	46	10	10
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	28	28
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,07 %	6,11 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,11 %	6,11 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
■	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	12 12
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	11	11

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement. Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	22 808	22 059
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	76 863	74 338
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	76 863	74 338

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	63 246 700	63 602 031	60 359 630
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	71 400	85 754	121 998
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10		14 337	
	11	63 318 100	63 702 122	60 481 628
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	6 916 400	6 963 697	6 777 747
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	2 312 800	2 346 775	2 307 739
Matières résiduelles	15	6 419 300	6 482 132	6 402 290
Autres				
▪ Vidange des fosses septiques	16.1	410 800	440 222	427 507
Centres d'urgence 9-1-1	17	281 000	310 418	274 042
Service de la dette	18	455 500	462 502	467 493
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	16 795 800	17 005 746	16 656 818
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	16 795 800	17 005 746	16 656 818
	27	80 113 900	80 707 868	77 138 446

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	1 896 500	1 861 416	1 744 124
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	24 900	24 897	24 897
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	1 587 400	1 616 322	1 633 484
Cégeps et universités	32	2 183 600	2 164 786	2 250 833
Écoles primaires et secondaires	33	1 118 100	1 138 388	1 138 993
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	6 810 500	6 805 809	6 792 331
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	265 400	268 322	262 294
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	11 900	10 618	9 486
Taxes d'affaires	38			
	39	277 300	278 940	271 780
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	230 100	236 676	275 039
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42	230 100	236 676	275 039
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	7 317 900	7 321 425	7 339 150

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			2 480
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	64 300	64 268	64 268
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56	494 700	457 234	1 045 348
Transport adapté	57	673 000	426 383	729 806
Transport scolaire	58			
Autres	59			78 000
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	180 857	184 647	199 823
Réseau de distribution de l'eau potable	64	345 522	386 247	297 379
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66	345 521	386 246	297 379
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	710 500	706 409	767 823
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73		12 000 000	
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			327 352
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79	80 000	385 305	185 933
Rénovation urbaine	80	291 000	287 124	207 678
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	686 600	1 092 971	713 064
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	155 000	189 200	189 200
Autres	85	85 000	87 500	506 668
Réseau d'électricité	86			
	87	4 112 000	16 653 534	5 612 201

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88		364 465	
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94		769 788	6 536 943
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			120 069
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104		265 357	3 735 733
Réseau de distribution de l'eau potable	105		59 002	260 046
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107		717 921	2 565 605
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114		355 542	107 394
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120		270 594	232 834
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			999 000
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124		40 031	814 891
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126		347 762	2 100 532
Réseau d'électricité	127			
	128		3 190 462	17 473 047

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129	180 700	180 377	
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	1 572 600	1 436 006	1 326 482
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	2 557 200	2 557 192	781 586
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	4 310 500	4 173 575	2 108 068
TOTAL DES TRANSFERTS	140	8 422 500	24 017 571	25 193 316

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141	24 500	38 442	34 160
Évaluation	142	311 500	312 990	323 817
Autres	143			
	144	336 000	351 432	357 977
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	41 200	29 847	45 951
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	41 200	29 847	45 951
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152	15 900		15 748
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156	15 900		15 748
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	75 600	114 184	102 441
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160	18 500	16 357	17 236
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	481 900	582 730	499 502
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	576 000	713 271	619 179

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	77 340	77 664	65 402
Activités culturelles				
Bibliothèques	180	45 115	45 303	38 151
Autres	181	6 445	6 472	5 450
	182	128 900	129 439	109 003
Réseau d'électricité				
	183			
	184	1 098 000	1 223 989	1 147 858

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	722 200	911 637	580 847
	188	722 200	911 637	580 847
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191	107 700	120 378	161 410
Sécurité civile	192			
Autres	193	163 700	75 000	
	194	271 400	195 378	161 410
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	1 328 000	1 579 473	1 525 758
Enlèvement de la neige	196	21 000	25 261	18 894
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198	36 100	72 349	41 366
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201	178 500	224 836	180 433
Autres	202			
	203	1 563 600	1 901 919	1 766 451
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	173 000	642 429	253 878
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208	569 900	820 917	785 183
Matières recyclables	209	79 500	49 024	90 448
Autres	210	104 300	136 326	102 169
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212			
Autres	213			
	214	926 700	1 648 696	1 231 678

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	124 700	229 823	145 387
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			
	224	124 700	229 823	145 387
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	3 124 200	2 998 157	2 709 069
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	37 600	66 718	52 961
Autres	227	750 400	759 070	742 822
	228	3 912 200	3 823 945	3 504 852
Réseau d'électricité				
	229			
	230	7 520 800	8 711 398	7 390 625
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	8 618 800	9 935 387	8 538 483

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	450 000	582 457	713 122
Droits de mutation immobilière	233	1 708 200	4 662 991	2 573 642
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235	1 000	2 226	25 176
	236	2 159 200	5 247 674	3 311 940
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	237	973 200	1 297 280	1 041 276
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	239	3 761 400	3 818 823	3 567 428
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		2 502 088	9 238
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242	1 164 000	5 478 339	1 439 347
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244		6 995 007	1 272 663
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247	79 200	72 984	109 622
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	892 400	487 693	617 628
	250	2 135 600	15 536 111	3 448 498
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	251			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE					
Conseil	1	1 008 200	1 056 126	1 056 126	1 065 003
Greffé et application de la loi	2	1 924 500	2 253 152	2 253 152	1 864 171
Gestion financière et administrative	3	5 085 700	5 126 631	278 766	4 846 291
Évaluation	4	1 306 600	1 001 402	9 329	1 159 731
Gestion du personnel	5	1 465 900	1 283 162	1 283 162	1 498 745
Autres					
▪ Autres dépenses Administration	6.1	4 314 300	4 196 419	42 900	3 789 783
	7	15 105 200	14 916 892	330 995	14 223 724
SÉCURITÉ PUBLIQUE					
Police	8	8 375 600	8 376 589	8 376 589	7 832 107
Sécurité incendie					
Premiers répondants	9				
Autres	10	7 134 000	7 196 233	558 137	7 598 626
Sécurité civile	11	39 800	66 679	2 915	60 154
Autres	12	766 300	747 018	62 554	734 739
	13	16 315 700	16 386 519	623 606	16 225 626
TRANSPORT					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	6 205 400	6 211 159	5 664 475	11 875 634
Enlèvement de la neige	15	8 416 500	6 532 658	823 364	7 356 022
Éclairage des rues	16	422 500	388 325	337 459	725 784
Circulation et stationnement	17	1 263 600	1 437 744	33 579	1 471 323
Transport collectif					
Transport en commun	18	2 784 000	2 088 962	2 088 962	2 429 705
Transport aérien	19	544 600	597 418	365 005	962 423
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	19 636 600	17 256 266	7 223 882	24 480 148
					25 533 202

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 101 400	1 312 787	1 147 461	2 072 308
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 621 000	1 915 802	1 424 933	3 206 771
Traitement des eaux usées	25	1 695 600	1 807 622	1 442 961	3 214 619
Réseaux d'égout	26	2 302 100	2 315 384	1 903 986	3 833 574
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	1 188 700	1 214 879		1 108 050
Élimination	28	2 387 400	2 158 305	245 061	4 190 725
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	1 030 500	959 024		921 781
Tri et conditionnement	30	955 000	914 766		907 195
Matières organiques					
Collecte et transport	31	760 300	701 860		735 318
Traitement	32	519 300	512 762	221 288	611 419
Matériaux secs	33	446 900	478 728		387 466
Autres	34	32 400	34 097		28 333
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38	438 000	376 073	4 504	283 114
Autres	39	301 600	323 608		219 748
	40	14 780 200	15 025 697	6 390 194	21 720 421
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Habitation					
Logement social	41	803 900	893 438		547 159
Autres	42		2 734 302		2 734 302
Sécurité du revenu	43				
Autres	44	332 500	443 074		110 899
	45	1 136 400	4 070 814		658 058

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Budget 2024		Réalisations 2024		Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	46	3 229 000	6 493 424	88 834	3 330 510
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	47	118 800	177 097		177 097
Autres biens	48	856 400	1 026 520		1 026 520
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	49	997 900	1 307 242		1 307 242
Tourisme	50	581 500	574 661	79 056	653 717
Autres	51	22 900	56 132		56 132
Autres	52				63 529
	53	5 806 500	9 635 076	167 890	9 802 966
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	54	4 051 700	4 157 662	680 743	4 838 405
Patioires intérieures et extérieures	55	3 719 900	3 873 855	1 350 179	5 224 034
Piscines, plages et ports de plaisance	56	1 830 200	2 041 859	494 923	2 536 782
Parcs et terrains de jeux	57	3 297 600	3 403 394	921 867	4 325 261
Parcs régionaux	58				
Expositions et foires	59				
Autres	60				
	61	12 899 400	13 476 770	3 447 712	16 924 482
Activités culturelles					
Centres communautaires	62	2 072 900	2 165 392	483 207	2 648 599
Bibliothèques	63	2 032 300	2 077 324	176 585	2 253 909
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	64	136 400	133 353		133 353
Autres ressources du patrimoine	65	192 100	182 183		182 183
Autres	66	213 600	192 698		192 698
	67	4 647 300	4 750 950	659 792	5 410 742
	68	17 546 700	18 227 720	4 107 504	22 335 224

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
	RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
		69				
	FRAIS DE FINANCEMENT					
	Dette à long terme					
	Intérêts	70	4 013 000	3 701 188	3 701 188	2 943 933
	Autres frais	71	305 000	307 029	307 029	274 992
	Autres frais de financement					
	Avantages sociaux futurs	72	304 000	(100 500)	(100 500)	115 000
	Autres	73	20 000	300 098	300 098	451 929
		74	4 642 000	4 207 815	4 207 815	3 785 854
	EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
		75				
	AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS					
		76	18 232 000	18 844 071 (	18 844 071)	

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	1 373 206	5 002 375
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 640 455	1 778 525
Usines et bassins d'épuration	3	236 478	395 818
Conduites d'égout	4	5 645 592	5 690 696
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	78 793	624 377
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	8 278 000	10 581 435
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8	338 626	382 620
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	32 340	442 964
Autres infrastructures	11	448 920	630 015
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	3 091 622	2 001 714
Édifices communautaires et récréatifs	14	6 707 071	7 826 987
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	3 613 194	2 108 123
Ameublement et équipement de bureau	18	180 228	258 450
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 711 520	1 548 165
Terrains	20	880 490	1 916
Autres	21		
	22	34 256 535	39 274 180

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	1	115 977	4 222 282
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 275 745	1 778 525
Usines et bassins d'épuration	3	43 752	395 818
Conduites d'égout	4	1 620 196	4 304 835
Autres infrastructures	5	4 495 596	10 105 651
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	6	1 257 229	780 093
Usines de traitement de l'eau potable	7	364 710	
Usines et bassins d'épuration	8	192 726	
Conduites d'égout	9	4 025 396	1 385 861
Autres infrastructures	10	4 681 083	2 555 760
Autres immobilisations corporelles	11	16 184 125	13 745 355
	12	34 256 535	39 274 180

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	46 627	4 664 000		4 710 627
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	9 196 140	717 000	919 504	8 993 636
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	58 375 365	5 954 000	5 234 409	59 094 956
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	67 618 132	11 335 000	6 153 913	72 799 219
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	37 960 772		2 719 300	35 241 472
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	37 960 772		2 719 300	35 241 472
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	37 960 772		2 719 300	35 241 472
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	37 960 772		2 719 300	35 241 472
	19	105 578 904	11 335 000	8 873 213	108 040 691
Dette en cours de refinancement	20 (	)			)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	105 578 904	11 335 000	8 873 213	108 040 691

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	108 040 691
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	2 954 056
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	4 710 627
Débiteurs	8	35 241 472
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	71 042 648
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	
Endettement net à long terme	14	71 042 648
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	481 208
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	71 523 856
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	71 523 856
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Greffes et application de la loi	1			
Évaluation	2	26 000	25 962	24 989
Autres	3	482 900	486 549	422 478
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	11 600	11 579	10 781
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	82 600	82 590	76 345
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			3 429
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	139 500	139 611	121 982
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	390 700	392 415	371 508
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	1 133 300	1 138 706	1 031 512

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1	720 973	791 740
Charges sociales	2	144 350	156 614
Biens et services	3	33 366 074	33 526 386
Frais de financement	4		
Autres	5	25 138	4 799 440
	6	34 256 535	39 274 180

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Cadres et contremaîtres	1	80,71	153 816,53	8 347 244	2 237 366	10 584 610
Professionnels	2					
Cols blancs	3	190,13	330 772,87	10 972 777	2 611 810	13 584 587
Cols bleus	4	159,68	333 283,00	10 756 148	3 213 019	13 969 167
Policiers	5					
Pompiers	6	38,34	84 016,51	3 311 213	827 258	4 138 471
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	468,86	901 888,91	33 387 382	8 889 453	42 276 835
Élus	9	12,00		733 992	154 520	888 512
	10	480,86		34 121 374	9 043 973	43 165 347

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	883 617				883 617
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	184 647	410 791	(145 434)		450 004
Réseau de distribution de l'eau potable	3	386 247	10 489	48 513		445 249
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	386 246	717 921			1 104 167
Autres	6	18 986 352	1 808 955	339 227		21 134 534
	7	20 827 109	2 948 156	242 306		24 017 571

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	78 720	117 406
	4	78 720	117 406
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	171 803	123 745
Sécurité civile	8		
Autres	9	28 463	29 271
	10	200 266	153 016
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	739 514	371 462
Enlèvement de la neige	12	6 463	7 298
Autres	13	158 117	135 113
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	904 094	513 873
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	274 381	249 609
Réseau de distribution de l'eau potable	18	484 997	432 305
Traitement des eaux usées	19	115 155	86 770
Réseaux d'égout	20	704 265	725 842
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	91 304	26 616
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	1 670 102	1 521 142
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	1 272 760	991 500
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	62 791	27 701
Autres	40	19 082	28 040
	41	1 354 633	1 047 241
Réseau d'électricité			
	42		
	43	4 207 815	3 352 678

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Mélanie Beaulieu	1.1	Conseiller	33 150	15 763		
Mélanie Bernier	1.2	Conseiller	33 150	15 763		
Sébastien Bolduc	1.3	Conseiller	33 150	15 763		
Guy Caron	1.4	Maire	134 243	19 342	3 421	
Julie Carré	1.5	Maire suppléant	36 694	16 767		
Philippe Cousineau-Morin	1.6	Conseiller	33 150	15 763		
Dave Dumas	1.7	Conseiller	33 150	15 763		
Rodrigue Joncas	1.8	Conseiller	33 150	15 763		
Cecilia Michaud	1.9	Conseiller	33 150	15 763		
Jocelyn Pelletier	1.10	Conseiller	33 150	15 763		
Réjean Savard	1.11	Conseiller	35 208	16 632		
Grégory Thorez	1.12	Conseiller	33 150	15 763		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 22 700 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 257 167 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 132 071 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 1 914 850 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 14 337 \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

Taxe foncière sur bâtiment commerciaux inexploité dans le centre-ville élargi, 100\$ par mètre carré de superficie taxable, pour les 500 premiers mètres carré d'un bâtiment et 10\$ par mètre carré de superficie taxable excédentaire, 23-032

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☒ ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 120 869 \$

- b) autres formes d'aide

62 2 975 825 \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 64 268 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 221 681 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ 226 159 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 226 159 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 447 840 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution 82 2025-03-186

b) Date d'adoption de la résolution 83 2025-03-10

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution 85 2017-10-898

b) Date d'adoption de la résolution 86 2017-10-02

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 87 5

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 88 8

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) 89 1

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) 90

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) 91 1

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) 92

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) 93

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) 94 1 589

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 95

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 96 1

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☒
☐

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☐☒

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

☐☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-02

Nom du signataire : Sylvain Saint-Pierre

Fonction du signataire : Directeur des ressources financières

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-28 15:45

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024		2023
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	113 502 500	137 555 834	110 684 238
Investissement	2		10 326 305	18 894 299
	3	113 502 500	147 882 139	129 578 537
Charges				
	4	113 201 300	118 570 870	110 024 089
Excédent (déficit) lié aux activités				
	5	301 200	29 311 269	19 554 448
Moins : revenus d'investissement	6 (	)(	10 326 305)(	18 894 299)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	301 200	18 984 964	660 149
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	18 232 000	18 844 071	18 824 430
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	285 700	94 111	98 861
Remboursement de la dette à long terme	10 (	6 220 400)(	6 153 913)(	6 071 527)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	6 763 900)(	6 980 506)(	6 548 165)
Excédent (déficit) accumulé	12	(5 834 600)	(27 098 514)	(6 634 681)
Autres éléments de conciliation	13		5 029 985	428 575
	14	(301 200)	(16 264 766)	97 493
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		2 720 198	757 642

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	27 987 733	17 657 029
Débiteurs	2	56 748 089	68 788 889
Prêts	3	270 000	270 000
Placements de portefeuille	4	60 000 000	40 000 000
Autres	5		
	6	145 005 822	126 715 918
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7		
Emprunts temporaires	8		
Créditeurs et charges à payer	9	18 983 374	22 855 322
Revenus reportés	10	14 563 705	13 588 246
Dette à long terme	11	108 040 691	105 578 904
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	3 218 400	3 318 900
Autres	13	6 832 577	6 527 247
	14	151 638 747	151 868 619
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(6 632 925)	(25 152 701)
Actifs non financiers			
Immobilisations corporelles	16	447 164 223	433 477 514
Autres	17	19 626 571	22 521 787
	18	466 790 794	455 999 301
Excédent (déficit) accumulé	19	460 157 869	430 846 600

Extrait du rapport financier, page S8

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ **AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 373 445	8 311 070
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Ancienne Ville de Rimouski	2.1		35 157
▪ Ancienne Ville de Rimouski-Est	2.2		648
▪ Rimouski - Nouvelle ville	2.3	2 747 675	2 699 289
	3	2 747 675	2 735 094
Réserves financières			
▪ Fond auto-assurance	4.1	2 900 361	2 900 361
▪ Opération de déneigement	4.2	1 600 000	1 600 000
▪ Protection de l'environnement	4.3	7 343 877	6 409 873
▪ Actifs immobilisés	4.4	22 518 653	16 114 424
▪ Logement abordable et social	4.5	1 568 942	1 768 632
▪ Changements climatiques	4.6	12 671 856	
▪ Autres	4.7	6 236 357	5 124 603
Fonds réservés			
Fonds de roulement	5	4 803 816	5 231 232
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	4 710 627	46 627
Fonds local d'investissement	7		
Fonds local de solidarité	8		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	343 730	209 913
Autres			
▪ Autres fonds	10.1	34 186	1 291 274
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	11	(4 104 674)	(4 807 874)
Financement des investissements en cours	12	(2 954 056)	(1 688 434)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	13	391 363 074	385 599 805
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	14		
	15	460 157 869	430 846 600

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	71 042 648
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	71 523 856
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>		

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME

AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	4 710 627	46 627
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	59 094 956	58 375 365
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	8 993 636	9 196 140
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	35 241 472	37 960 772
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	108 040 691	105 578 904

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Budget	Réalisations
Fonctionnement			
Taxes	12	80 113 900	80 707 868
Compensations tenant lieu de taxes	13	7 317 900	7 339 150
Quotes-parts	14		
Transferts	15	8 422 500	20 827 109
Services rendus	16	8 618 800	9 935 387
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	3 132 400	6 544 954
Autres	18	5 897 000	12 219 091
	19	113 502 500	137 555 834
Investissement			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22		3 190 462
Autres	23		7 135 843
	24		10 326 305
	25	113 502 500	147 882 139

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	15 105 200	14 916 892	15 247 887	14 223 724
Sécurité publique					
Police	2	8 375 600	8 376 589	8 376 589	7 832 107
Sécurité incendie	3	7 134 000	7 196 233	7 754 370	7 598 626
Autres	4	806 100	813 697	879 166	794 893
Transport					
Réseau routier	5	16 308 000	14 569 886	6 858 877	22 181 535
Transport collectif	6	3 328 600	2 686 380	365 005	3 351 667
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	6 720 100	7 351 595	5 919 341	12 327 272
Matières résiduelles	9	7 320 500	6 974 421	466 349	8 890 287
Autres	10	739 600	699 681	4 504	502 862
Santé et bien-être	11	1 136 400	4 070 814	4 070 814	658 058
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	3 229 000	6 493 424	88 834	3 330 510
Promotion et développement économique	13	1 602 300	1 938 035	79 056	1 988 944
Autres	14	975 200	1 203 617	1 203 617	1 102 984
Loisirs et culture	15	17 546 700	18 227 720	4 107 504	21 454 766
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	4 642 000	4 207 815	4 207 815	3 785 854
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	94 969 300	99 726 799	18 844 071	110 024 089
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	18 232 000	18 844 071 (	18 844 071)	
	21	113 201 300	118 570 870	118 570 870	110 024 089

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	10 326 305	18 894 299
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	34 256 535)(	39 274 180)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	561 871)(	1 537 496)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	11 240 889	6 409 139
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	6 980 506	6 548 165
Excédent accumulé	6	9 809 914	2 755 749
	7	(6 787 097)	(25 098 623)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	3 539 208	(6 204 324)

Extrait du rapport financier, page S14